












CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE TECHNIQUES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

2025-45F - Acquisition de matériels périphériques informatiques

Université Savoie Mont Blanc
27 Rue Marcoz
BP 1104
73011 CHAMBERY CEDEX

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Acquisition de matériels périphériques informatiques
	Type de contrat	Accord-cadre
	Nombre de lots	Marché non alloti
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	12 mois, reconductible
	Reconduction	Avec
	Prix	Prix unitaires
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	5
1.1 - Objet du contrat	5
1.2 - Décomposition du contrat.....	5
1.3 - Non-exclusivité des prestations.....	5
1.4 - Type d'accord-cadre	5
1.5 - Variantes.....	6
2 - Pièces contractuelles	6
2.1 - Pièces contractuelles de l'accord-cadre	6
3 - Durée et délais d'exécution	6
3.1 - Durée du contrat.....	6
3.2 - Reconduction	6
3.3 – Délais d'exécution	6
3.4 – Durée de validité des bons de commande	7
4 – Dispositions diverses.....	7
4.1 – Evolution des produits figurants dans le bordereau des prix.....	7
4.2 – Confidentialité et mesures de sécurité.....	7
4.3 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle.....	7
4.4 - Assurances	7
4.5 - Développement durable	8
5 – Description technique du besoin	8
6 – Modalités de commande	8
6.1 - Emission des bons de commande.....	8
6.2 – Modification de commande.....	9
7 - Prix	10
7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	10
7.2 - Modalités de variation des prix et clause butoir	10
7.2.1 – Prix figurants au bordereau des prix unitaires	10
7.2.2 – Prix catalogue.....	11
7.3 - Clause de sauvegarde	11
7.4 - Offres promotionnelles.....	11
8 - Garanties Financières	12
9 - Avance.....	12
9.1 - Conditions de versement et de remboursement	12
9.2 - Garanties financières de l'avance	12
10 – Engagement du titulaire	12
10.1 – Modalité de contact.....	13
10.2 – Modifications relatives aux titulaires de l'accord-cadre.....	13
10.3 - Normes.....	13
10.4 - Statistiques	13
11 – Conditions d'exécution des prestations	13
11.1 - Livraison	14
11.2 – Livrables à produire	15
12 - Constatation de l'exécution des prestations	15
12.1 - Vérifications	15
12.2 - Décision après vérification.....	16
13 - Pénalités.....	17

13.1 - Pénalités de retard.....	17
13.2 - Pénalité pour travail dissimulé	19
14 - Modalités de règlement des comptes	19
14.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	19
14.2 - Présentation des demandes de paiement.....	19
14.3 - Délai global de paiement	20
14.4 - Paiement des cotraitants.....	20
14.5 - Paiement des sous-traitants	20
15 - Garantie des prestations.....	20
15.1 - Garantie des matériels.....	21
15.1.1- Garantie principale	21
15.1.2 - Garanties des vices cachés	22
15.1.3 - Garantie de revendications des tiers.....	22
15.1.4 - Accès aux locaux	22
15.1.5 - Respect des normes.....	22
16 - Maintenance	23
17 - Clause de réexamen.....	23
18 - Résiliation du contrat.....	23
18.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	23
18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	24
19 - Règlement des litiges et langues	24
20 - Dérogations.....	24

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent cahier des clauses particulières (CCP) concernent l'acquisition de matériels périphériques informatiques pour l'Université Savoie Mont Blanc.

Les prestations attendues concerneront :

- l'achat des matériels,
- la livraison des matériels,
- la garantie des matériels acquis dans le cadre du marché à compter de leur date d'admission,
- la fourniture de la documentation.

Les configurations objet du présent marché pourront progressivement être remplacées, en cours d'exécution du marché, par des configurations équivalentes bénéficiant des dernières évolutions technologiques, sur les aspects techniques soumis à obsolescence rapide.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations. Il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieux d'exécution :

Savoie et Haute Savoie

1.2 - Décomposition du contrat

Conformément aux dispositions de l'article L.2113-10 du Code de la commande publique, le présent accord-cadre n'est pas alloti.

1.3 - Non-exclusivité des prestations

Le présent accord-cadre n'est pas exclusif.

Le titulaire reconnaît qu'un marché distinct, antérieur au présent accord-cadre, assure déjà la fourniture de certains articles de matériel informatique similaires.

En conséquence, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de recourir à ce marché existant pour répondre à certains besoins spécifiques, sans que cela ne confère au titulaire du présent marché un droit d'exclusivité, ni n'ouvre droit à réclamation ou indemnisation de sa part.

1.4 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

L'accord-cadre est passé sans montant minimum, mais avec un montant maximum fixé à 855 000,00 € HT pour la durée totale de l'accord-cadre, soit pour quatre 4 ans.

Les bons de commande seront émis par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins, dans les conditions décrites à l'article 6.1 du présent document.

1.5 - Variantes

Dans une démarche globale de mise en œuvre d'une politique d'achat respectueuse de l'environnement conformément aux dispositions de la loi n°2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (AGEC), les équipements existants en version reconditionnée fabriquant ou comportant des composants issus du réemploi sont proposés en variante facultative.

Ces équipements présentent des caractéristiques au moins équivalentes à celles attendues dans l'offre de base, notamment au regard des durées de garantie minimales.

2 - Pièces contractuelles

2.1 - Pièces contractuelles de l'accord-cadre

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes :
- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (C.C.A.G-T.I.C.), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.
- L'offre technique et financière du titulaire :
 - L'annexe 1 à l'acte d'engagement « bordereau des prix unitaires » (BPU)
 - L'annexe 2 à l'acte d'engagement « qualité de service »
 - Les fiches techniques des matériels
 - Le catalogue des prix du fournisseur

3 - Durée et délais d'exécution

3.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an à compter du 19 janvier 2026, ou à compte de sa date de notification si celle-ci lui est postérieure.

L'accord-cadre peut être reconduit trois fois par périodes de 1 an.

3.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 2 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

3.3 – Délais d'exécution

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre (livraison du matériel et remise de la documentation technique correspondante).

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-TIC.

3.4 – Durée de validité des bons de commande

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'émettre des bons de commande jusqu'à l'échéance de l'accord-cadre, pour des prestations pouvant s'exécuter au-delà de cette date limite.

Les bons de commande émis pendant la durée de l'accord-cadre resteront valables après l'expiration du marché dans les conditions suivantes :

- Le délai d'exécution du bon de commande au-delà du terme de l'accord-cadre doit être raisonnable, et ne pourra dépasser les délais nécessaires à la commande, la livraison et la mise en œuvre de la prestation.

4 – Dispositions diverses

4.1 – Evolution des produits figurants dans le bordereau des prix

Pendant la durée du marché, en raison de l'évolutivité des matériels informatiques, il est permis de faire évoluer les références des matériels du BPU aux conditions suivantes :

- Seuls des produits venant en remplacement de ceux initialement prévus peuvent être proposés par le titulaire. Le prix de ces nouveaux matériels, dont les performances techniques doivent être au moins équivalentes, sera au plus égal à celui des produits auxquels ils se substituent.
- La substitution est subordonnée à l'accord préalable de l'Université Savoie Mont Blanc. Le titulaire est tenu d'informer, par courriel, le service des achats et des marchés : service.achats-marches@univ-smb.fr, de la nature et de l'importance des changements devant intervenir sur ses matériels. Cette information devra être accompagnée de toutes les informations techniques liées à ces changements (fiches techniques), sachant que le titulaire devra également joindre le bordereau de prix des configurations initiales modifié en fonction de ces éléments sous format électronique.

Les nouveaux produits, comme définis ci-dessus, sont introduits dans le marché, sans qu'il soit besoin d'établir un avenant.

4.2 – Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-TIC.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-TIC.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4.3 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

4.4 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-TIC, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

4.5 - Développement durable

Le présent marché comporte les conditions d'exécution à caractère environnemental suivantes :

- Transparence du titulaire sur les actions mise en œuvre en faveur du développement durable. Le titulaire s'engage à effectuer un reporting annuel faisant état :
 - o De la durabilité, réparabilité et recyclabilité de ses produits
 - o De la réduction des émissions de gaz à effet de serre réalisée le cadre de son activité
 - o De la diminution des déchets et des emballages
 - o D'autres paramètres éventuels en lien avec le développement durable, renseignés facultativement à l'initiative du titulaire

Ce reporting devra mettre en avant les mesures prises par le titulaire et les résultats obtenus à travers des indicateurs chiffrés.

5 – Description technique du besoin

Pour chaque lot, la prestation comprend :

- La fourniture et la livraison des matériels
- La fourniture de la documentation
- La garantie des matériels
- Le service après-vente

La description détaillée des matériels, de leurs caractéristiques, de leurs durées de garanties et de leurs configurations sont détaillés dans le BPU.

6 – Modalités de commande

6.1 - Emission des bons de commande

Les bons de commande seront émis par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins.

Il ne sera pas fixé à la charge de l'Université Savoie Mont Blanc d'obligation de commander par lot de conditionnement. En revanche, l'Université s'engage à ne pas effectuer de commande inférieure à 25 € HT.

Les commandes seront passées sur les bons de commande de l'Université Savoie Mont Blanc transmis par courriel. Ceux-ci devront porter la référence du présent marché et son numéro.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- le descriptif du matériel commandé et sa quantité ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;

- l'adresse exacte de livraison ;
- le service ou la composante concerné ainsi que les coordonnées du responsable ;
- le montant hors taxes et toutes taxes comprises du bon de commande.

Les bons de commande porteront sur des références figurant dans les bordereaux de prix, ou au catalogue du titulaire. Ils ne peuvent être émis que durant la période de validité de l'accord-cadre, tel que défini à l'article 3.4 du présent cahier des charges. Leur durée d'exécution est fixée conformément aux conditions habituelles d'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre.

En dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG TIC, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande appellent des réserves de sa part, il doit, sous peine de forclusion, les présenter par écrit au pouvoir adjudicateur dans un délai de deux jours à compter de la réception de celui-ci.

Le titulaire n'acceptera d'ordre que contre remise d'un bon de commande établi et signé par le représentant du pouvoir adjudicateur de l'Université Savoie Mont Blanc.

Ce document porte l'indication du service émetteur et la signature d'une personne habilitée.

6.2 – Modification de commande

Le présent marché comporte un droit à l'erreur de la part du Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA), pour toute commande d'un montant supérieur à 100 € HT.

Le pouvoir adjudicataire se réserve la possibilité de retourner les produits dans les 5 jours ouvrés après réception, à condition que les produits n'aient pas été utilisés.

Dans ce cas, les frais de retour du matériel commandé par erreur seront à la charge du pouvoir adjudicateur.

Il est précisé que toute mauvaise commande découlant d'un manque d'information par le titulaire sur les caractéristiques et modalités d'utilisation du matériels proposés ne pourra être assimilée à une erreur de la part du RPA.

Dans ces circonstances, titulaire s'engage à remplacer le matériel mis à l'essai par le RPA, si l'erreur est constatée dans un délai de 5 jours à compter de la réception du matériel.

7 - Prix

7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires dont le libellé est donné dans le BPU de chaque de lot.

Les prix indiqués au BPU comprennent :

- toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ;
- tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison, la mise en service, les essais de vérifications, la documentation, etc. ;
- les frais éventuels de douane ;
- toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Le titulaire reconnaît avoir été suffisamment informé des conséquences directes ou indirectes de ces circonstances et a élaboré ses prix en connaissance de cause.

7.2 - Modalités de variation des prix et clause butoir

Les prix proposés dans le marché seront fermes pendant la première période du marché à compter de la date de sa notification.

Les prix du marché sont révisables une fois par an à la date anniversaire du marché.

Clause butoir : L'évolution des prix est plafonnée à 2% par an sans que le titulaire ne puisse s'y opposer.

Si des circonstances exceptionnelles motivées expressément (exemple : hausse sensible des matières premières composant le produit) contraignaient le titulaire à envisager une augmentation de son prix au-delà de la limite des 2%, le pourcentage d'augmentation sera négocié entre les parties.

A défaut d'accord entre les parties sur le pourcentage d'augmentation, cette révision ne s'applique pas.

L'Université Savoie Mont Blanc se réserve le droit de résilier le marché pour la partie non exécutée des prestations, sans préavis, ni indemnités.

7.2.1 – Prix figurants au bordereau des prix unitaires

En application de l'article R. 2112-13 du code de la commande publique, les prix sont révisables annuellement à la date anniversaire de notification de l'accord-cadre, sur proposition du Titulaire, par application de la formule suivante :

$$P_n = P_0 (0,60 + 0,40 \times \text{Indice}_n / \text{Indice}_0)$$

Où

P_0 = Prix initial HT

Indice_0 = Indice* publié à la date de remise de l'offre.

P_n = Prix révisé HT

Indice_n = Dernier indice* publié 3 mois avant la date anniversaire de notification de l'accord-cadre.

***L'indice employé est l'indice CPF 26 et 27 – Produits informatiques, électroniques et optiques, Équipements électriques – Base 2021 ; Identifiant INSEE : 010765308**

Le Titulaire adresse trente (30) jours calendaires avant la date de révision susmentionnée, le nouveau bordereau de prix unitaires au pouvoir adjudicateur. Il donne toute précision utile justifiant ses nouveaux tarifs.

7.2.2 – Prix catalogue

Le catalogue sera assorti d'une grille tarifaire et d'un taux de remise.

Les tarifs unitaires du catalogue seront ajustés en fonction de l'évolution du tarif public de vente du fabricant ou du fournisseur.

Le titulaire s'engage à mettre en ligne les nouveaux tarifs ajustés de son catalogue. Le nombre d'ajustement est limité à un par an.

La remise applicable aux tarifs sur catalogue fournisseurs reste fixe pour toute la durée du marché.

Le titulaire du marché s'engage à faire bénéficier l'Université Savoie Mont Blanc, de toutes promotions portant remises supérieures à celles proposées lors de l'offre initiale, conformément à l'article 7.4 du présent cahier des charges.

7.3 - Clause de sauvegarde

En cas d'événement particulier le titulaire aura la possibilité de demander par lettre recommandée avec accusé de réception une révision supplémentaire des prix du marché, une fois pendant la durée du marché.

Par dérogation à l'article 47 du CCAG/TIC, l'Université se réserve le droit de résilier le présent marché si l'augmentation moyenne annuelle des prix est **supérieure à 3%**.

La présente clause de sauvegarde est applicable au Bordereau des Prix Unitaires et au barème public du fournisseur.

Toutefois, en fonction de l'évolution économique, le pourcentage précité pourra être modifié par avenant au marché.

7.4 - Offres promotionnelles

Le titulaire fait bénéficier le RPA des prix ou offres promotionnelles qu'il est susceptible de proposer. Le Titulaire devra systématiquement en informer au préalable le service des Achats et des Marchés.

Ces prix ou taux de remise promotionnels s'appliquent aux commandes pendant la période de promotion à condition qu'ils conduisent à un montant de la commande inférieur à celui qui résulterait de l'application de la remise sur le dernier tarif validé par le service des Marchés.

A l'issue de la période de promotion, le précédent barème accepté est à nouveau applicable de plein droit.

Remise sur gros volume commandé :

En cas de commande de gros volume (sous conditions décrites dans son offre), le titulaire peut effectuer une remise exceptionnelle. Cette remise est appliquée au prix unitaire remisé HT et identifiée comme tel sur la facture.

8 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

9 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication.

9.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

En application de l'article Article R2191-7 du Code de la commande publique, ce taux est fixé à 10,00 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

9.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

10 – Engagement du titulaire

10.1 – Modalité de contact

Afin de faciliter l'exécution des prestations et pour assurer un suivi de qualité du marché, le titulaire s'engage à désigner un interlocuteur privilégié dont les coordonnées (nom, fonction, adresse, téléphone, mail) sont précisées dans l'annexe Qualité de service de l'acte d'engagement.

Cet interlocuteur devra être joignable facilement par l'Université Savoie Mont Blanc de 9h à 17h tous les jours ouvrés. Tout changement d'interlocuteur durant l'exécution du marché devra obligatoirement être notifié à l'Université Savoie Mont Blanc dans les plus brefs délais.

10.2 – Modifications relatives aux titulaires de l'accord-cadre

Toute modification affectant la situation administrative, financière ou juridique du titulaire de l'accord-cadre est portée impérativement à la connaissance du RPA.

Le titulaire fournit, le cas échéant, dans les plus brefs délais, les justificatifs appropriés mentionnant le changement (extrait K-bis, copie de l'annonce publiée dans un journal d'annonces légales, procès-verbal, nouveau RIB, etc.)

Modifications mineures :

Sont considérées comme mineures les modifications suivantes :

- Modification de la dénomination sociale du titulaire ;
- Modification de l'adresse que le titulaire a renseignée dans l'acte d'engagement ;
- Modification des coordonnées bancaires.

Ces modifications ne nécessitent pas la passation d'un avenant. Elles doivent néanmoins être communiquées au RPA dans les plus brefs délais afin d'être intégrées, le cas échéant, dans l'outil de gestion de ce dernier.

Modifications majeures :

Sont considérées comme modifications majeures tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise titulaire et tous projets de cession de l'accord-cadre. Le titulaire produit les documents et renseignements utiles concernant la nouvelle entreprise à laquelle l'accord-cadre est transféré ou cédé.

Le RPA signataire de l'accord-cadre est compétent pour décider de l'acceptation de la cession de l'accord-cadre. Celle-ci fait l'objet d'un avenant afin de constater le transfert au niveau titulaire.

10.3 - Normes

Les prestations faisant l'objet du présent marché doivent être conformes aux normes françaises et européennes en vigueur à la date du marché notamment les normes de sécurité, tant électriques que mécaniques.

Sont applicables les normes en vigueur à la date du bon de commande.

Le Titulaire s'engage à être à jour du règlement des redevances dues au titre des brevets et licences d'exploitation des produits distribués.

10.4 - Statistiques

Le titulaire devra être en mesure de produire gratuitement, au minimum tous les 6 mois, ou ponctuellement à la demande de l'Université Savoie Mont Blanc, les statistiques concernant les fournitures vendues, classées par catégorie d'articles pour l'ensemble de l'Université.

11 – Conditions d'exécution des prestations

11.1 - Livraison

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-TIC. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

Conditions de livraison :

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-TIC.

Sites de livraison :

- Présidence et services centraux au 27 rue Maroz - 73011 CHAMBÉRY cedex ou 378 Rue de la République - 73011 Chambéry cedex
- Domaine universitaire de Jacob-Bellecombette
- Domaine universitaire du Bourget du Lac
- Domaine universitaire d'Annecy

Lieu de livraison :

Le matériel sera livré à l'Université Savoie Mont Blanc à l'adresse exacte (bâtiment, étage, bureau) indiquée sur le bon de commande.

Modalités de livraison :

Le matériel sera livré à destination franco de port et d'emballage.

Le titulaire préviendra l'émetteur du bon de commande de la livraison au moins 48 h à l'avance. Toutes les livraisons s'effectuent du lundi au vendredi aux horaires généraux d'ouverture des services le matin de 9 heures à 12 heures et l'après-midi de 14 heures à 17 heures.

Les réserves d'usages doivent être faites auprès du transporteur à l'arrivée et confirmées dans un délai de 72 heures en cas de détérioration des emballages.

Les inscriptions sur les emballages livrés au titre de l'accord-cadre doivent être libellées en français (cf. loi n° 94-665 du 4 août 1994 et le décret n° 95-240 du 3 mars 1995 pris pour application).

Le titulaire devra fournir avec chaque matériel, et sans supplément de prix, une documentation en langue française explicitant sa composition, ses caractéristiques ainsi qu'une notice d'installation et de mise en ordre de marche.

Le titulaire s'engage également à fournir les éventuels rectificatifs sans supplément de prix.

Le matériel livré par le titulaire ou son représentant devra être accompagné d'un bon de livraison établi en deux exemplaires, précisant :

- La date de livraison,
- Les numéros du bon de commande
- Le numéro de l'accord-cadre,
- L'identification du titulaire,
- L'identification des fournitures livrées,

- L'adresse de livraison
- Les quantités livrées
- La signature par un agent habilité de l'Université Savoie Mont Blanc attestant de la livraison avant les opérations de vérification mentionnées à l'article 12 ci-après.

Les observations effectuées par le représentant du pouvoir adjudicateur seront portées sur les bons de livraison dont un exemplaire sera restitué immédiatement au livreur.

Les risques afférents au transport des fournitures relatives au présent marché jusqu'au lieu de destination ainsi que les risques afférents aux opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement et d'arrimage incombent au titulaire.

Le titulaire restera responsable de toute dégradation, quelle qu'en soit sa nature, et qu'elle soit occasionnée par ses agents ou le transporteur sur les équipements de l'Université Savoie Mont Blanc (bâtiments, terrains, plantations, etc...).

L'Université se réserve le droit d'exécuter elle-même ou de faire exécuter, au frais du titulaire, la réparation des dommages causés.

11.2 – Livrables à produire

Le titulaire assurera la production des livrables suivants dès la livraison du matériel :

- Documentation technique correspondant au matériel livré.

Les documents sont fournis en langue française, en supports papier et informatique.

12 - Constatation de l'exécution des prestations

12.1 - Vérifications

Les opérations de vérification sont les suivantes :

- Conformité entre le bon de commande et la livraison (désignation, quantité, prix),
- Conformité des caractéristiques techniques des fournitures livrées avec les caractéristiques techniques annoncées par le titulaire dans sa documentation,
- Vérification de l'état de la marchandise.

Les produits reconnus défectueux ou non conformes à la commande sont retournés dans leur emballage d'origine au titulaire, aux frais de celui-ci, qui a charge complète de les remplacer également à ses frais dans les délais et selon les modalités de livraison prévues au marché. Pour les produits volumineux, le titulaire s'engage à procéder à la mise au point sur place ou à les échanger. Les frais liés au remplacement de ces produits défectueux sont à la charge du titulaire.

Par dérogation aux articles 30 à 33 du CCAG/TIC, les opérations de vérifications ainsi que les décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet sont effectuées par l'émetteur du bon de commande ou son mandataire habilité.

12.2 - Décision après vérification

La procédure de vérification et d'admission consiste à vérifier que les matériels et les logiciels livrés présentent les caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions prévues et soient capables d'assurer un service régulier.

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions suivantes :

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG-TIC, le point de départ des opérations de vérification est la date de livraison. Le pouvoir adjudicateur procède aux vérifications qualitatives et quantitatives prévues aux articles 31 et 32 du CCAG-TIC.

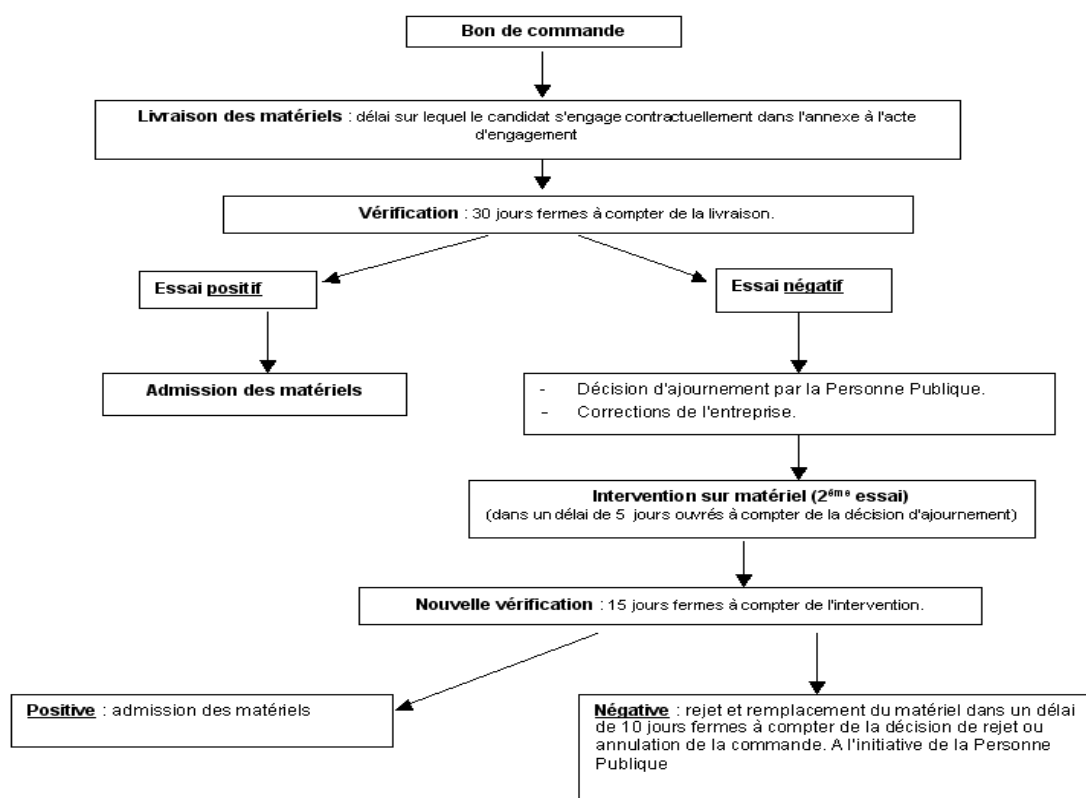
Par dérogation à l'article 32 du CCAG-TIC, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 30 jours pour effectuer la vérification d'aptitude et la vérification du service régulier.

Si les essais sont positifs, le RPA décide l'admission des matériels et des logiciels.

Si les essais sont négatifs, le RPA décide l'ajournement des matériels et des logiciels. Par dérogation à l'article 34.2.1 du CCAG-TIC, le titulaire dispose de 5 jours ouvrés à compter de la décision d'ajournement pour intervenir sur le matériel. La nouvelle vérification s'effectue dans un délai de 15 jours ferme à compter de l'intervention du titulaire.

Si le deuxième essai n'est pas satisfaisant, le RPA prononce le rejet des matériels et des logiciels en cause et le titulaire doit en assurer le remplacement dans le délai de 10 jours fermes, sauf si le RPA prononce l'annulation de la commande.

Schéma récapitulatif des vérifications et admissions :



13 - Pénalités

13.1 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/TIC, en cas de non-respect des délais fixés dans le présent cahier, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée par application de la formule suivante :

Non respect des délais contractuels	Délais	Pénalités applicables en cas de non-respect des délais fixés, du fait du titulaire
Retard de livraison <i>Si le retard n'est pas imputable au RPA, et sauf cas de prolongation de délai accordé par le RPA sur demande formulée par le Titulaire dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG/TIC</i>	Délais fixés à l'annexe à l'Acte d'Engagement	Suivant formule : $P = V \times R / 200^*$

Retard d'intervention sur les matériels défectueux <i>Retard d'intervention sur les matériels défectueux lors des opérations de vérifications et admissions, dans le cas d'essais négatifs aboutissant à l'ajournement du matériel.</i>	Délais fixés à l'article 12.2 du présent cahier des charges : 5 jours ouvrés à compter de la décision d'ajournement par le RPA	Suivant formule : $P = V \times R / 200^*$
Retard de remplacement du matériel <i>Retard de remplacement du matériel lors des opérations de vérifications et admissions, dans le cas d'essais négatifs aboutissant au rejet du matériel.</i>	Délais fixés à l'article 12.2 du présent cahier des charges : 10 jours fermes à compter de la décision de rejet	Suivant formule : $P = V \times R / 200^*$
<p><i>*Détail de la formule :</i></p> <p><i>P = le montant de la pénalité</i></p> <p><i>V = valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable.</i></p> <p><i>R = le nombre de jours de retard.</i></p>		
Non respect des délais contractuels	Délais	Pénalités applicables en cas de non-respect des délais fixés, du fait du titulaire
Retard d'intervention et de réparation dans le cadre de la garantie <i>Non-respect du délai d'intervention et de réparation dans le cadre de la garantie prévue à l'article 15 du présent cahier des charges, si le retard n'est pas imputable au RPA, et sauf cas de prolongation de délai accordé par le RPA sur demande formulée par le Titulaire dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG/TIC</i>	Annexe à l'Acte d'Engagement, dans la limite de 3 jours ouvrés à compter de la réception d'un courriel pour le délai d'intervention, et au regard du délai contractuel pour la réparation	Forfait de 50 € HT par jour calendaire de retard.
Retard de prêt de matériel dans le cadre de la garantie <i>Non-respect du délai de prêt de matériel dans le cadre de la garantie prévue à l'article 15 du présent cahier des charges, pour une immobilisation supérieure à 5 jours ouvrés</i>	Délais fixés à l'article 15 du présent cahier des charges	Forfait de 50 € HT par jour calendaire de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-TIC, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

Les pénalités feront l'objet d'un ordre de recette ayant force exécutoire.

Dans le cas où le cumul des pénalités appliquées dépasserait 15% du montant minimum hors taxes du marché, le pouvoir adjudicateur pourra faire valoir son droit à résiliation sans indemnité.

13.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

14 - Modalités de règlement des comptes

14.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-TIC.

14.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et les sous-traitants admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;

- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 19730858800015

14.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au titulaire seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

14.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-TIC.

14.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

15 - Garantie des prestations

Les prestations feront l'objet d'une garantie minimale de 2 an. La garantie pourra être d'une durée supérieure, suivant les caractéristiques de chaque matériel figurants au bordereau des prix unitaires.

Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 36 du CCAG-TIC.

15.1 - Garantie des matériels

15.1.1- Garantie principale

Les durées minimales de garantie sur les pièces pour les matériels sont propres à chaque lot et sont définies au CCP et au BPU.

Par dérogation à l'article 36.1 du CCAG TIC, le point de départ de la garantie est la date d'admission des matériels par le pouvoir adjudicateur.

Si à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, le délai de garantie est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

Sont comprises dans le prix, toutes les interventions, telles que prévues ci-dessous, effectuées au titre de la garantie principale, étendue ou prolongée.

Les garanties contractées durant la période d'exécution du marché engagent le titulaire pour leurs durées respectives.

Les conditions d'application et la teneur de la garantie sont identiques quel que soit le lieu de livraison.

Les titulaires doivent proposer au minimum les conditions suivantes :

- Les pièces et la main d'œuvre sont comprises dans la garantie qui couvre également les frais de déplacement de personnel.
- Le conditionnement, l'emballage et de transport de matériel reste à la charge du titulaire.
- Ne peuvent être proposés au titre du marché que des matériels couverts par la garantie complète du constructeur dans tous les centres de maintenance agréés sur la durée précisée au CCTP.
- Le fournisseur prend à sa charge l'enregistrement des matériels garantis auprès du constructeur.

Les modalités d'assurance de la garantie sont précisées par le titulaire dans son cadre de réponse technique.

Elles doivent respecter les conditions minimales décrites au présent article.

Dans le cadre d'un échange standard, le délai de garantie est reporté à compter de la livraison de ce nouveau matériel. Dans le cas d'une réparation, le délai de garantie est suspendu pendant le temps de la réparation.

Une sauvegarde des données des matériels doit être effectuée par le Titulaire avant toute intervention susceptible d'endommager les données.

Les prestations ne comprennent pas les travaux qui seraient consécutifs à :

- Des causes relevant d'un usage anormal des équipements.
- Des causes imprévisibles, accidentelles ou malveillantes.

Le titulaire s'engage à disposer de tous les moyens humains et matériels, quantitatifs et qualitatifs pour assurer la parfaite exécution de ses prestations. En particulier, il est réputé disposer des pièces détachées et équipements de diagnostic nécessaires à une remise en fonction des équipements dans les délais mentionnés ci-après dans tous les cas sauf cas de force majeure.

Les phénomènes orageux indirects tels que les surtensions en ligne électrique ou téléphonique ne sont pas considérés comme des cas de force majeure.

Dans les cas de force majeure, le titulaire est dégagé de ses obligations contractuelles de garantie pour les parties concernées et devra procéder aux remises en état sur devis accepté, ce dernier devant être établi sur la base du tarif du titulaire.

Modalités de mise en œuvre de la garantie :

Le dépannage se fera sur simple appel téléphonique du RPA confirmée par courriel. La période d'appel s'étendra aux jours ouvrés, du lundi au vendredi, de 9h à 17h.

Au titre de la garantie principale, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable à l'acheteur, dans les conditions prévues à l'article 36 du CCAG-TIC.

En cas d'immobilisation supérieure à 5 jours ouvrés, le titulaire s'engage à prêter un équipement équivalent de façon à assurer la continuité du service.

Sauvegarde : en cas de nécessité technique, le RPA s'engage à effectuer, avant l'intervention du titulaire et dans la mesure où l'état du matériel le permet, la sauvegarde de ses programmes et données.

En cas de non-respect des délais d'intervention au titre de la garantie ou du prêt du matériel, le titulaire se verra appliquer des pénalités, conformément à ce qui est précisé à l'article 13.1 du présent CCP.

15.1.2 - Garanties des vices cachés

La garantie des vices cachés telle que définie aux articles 1641 et suivants du code civil s'applique au présent marché. Le titulaire est en ce sens garant des matériels fournis, livrés et, le cas échéant, installés et mis en service dans le cadre du présent marché.

15.1.3 - Garantie de revendications des tiers

Le titulaire garantit le RPA contre toutes les revendications des tiers relatives à la propriété intellectuelle ou industrielle des matériels et des logiciels fournis au titre du marché.

15.1.4 - Accès aux locaux

Le RPA s'engage à laisser les agents du titulaire accéder au matériel acquis pendant le présent marché, afin de leur permettre de procéder aux dépannages nécessaires.

15.1.5 - Respect des normes

Le RPA s'engage à suivre les modes d'instructions concernant le matériel, à utiliser un courant électrique, un local, des fournitures et des supports d'informations conformes aux spécifications techniques définies par le titulaire.

16 - Maintenance

Sans objet

17 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent accord-cadre.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans l'accord-cadre, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinataire dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

18 - Résiliation du contrat

18.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 47 à 54 du CCAG-TIC.

Par dérogation à l'article 51 du CCAG-TIC, le titulaire ne percevra aucune indemnisation en cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

19 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Grenoble est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

20 - Dérogations

L'article 6.1 du CCP déroge à l'article 3.7.2 du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication.

L'article 7.3 du CCP déroge à l'article 47 du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication.

L'article 12.1 du CCP déroge aux articles 30 à 33 du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication.

L'article 12. du CCP déroge aux articles 30.1, 32 et 34.2.1 du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication.

L'article 13.1 du CCP déroge à l'article 14 du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication.

L'article 15.1.1 du CCP déroge à l'article 36.1 du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication.

Les articles 7.2 et 18.1 du CCP dérogent à l'article l'article 51 du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication